

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Contre Kadhafi

Contre la guerre impérialiste



Solidarité avec les révolutions arabes

Sortir du nucléaire
la situation en Gironde

Résistances
Ford, ça continue
Foresa, 17 jours
de grève



Lisez la presse anticapitaliste...

Abonnez-vous

à TOUT EST A NOUS !

L'HEBDO



Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1,2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

LA REVUE MENSUELLE



Pour s'abonner avec paiement par chèque, photocopier et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est également possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo <i>Tout est à nous</i>	28 €	56 €
<i>Tout est à nous</i> et la <i>revue mensuelle</i>	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Paiement par chèque à l'ordre de **N.S.P.A.C.**

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Abonnez-vous

à ANTICAPITALISTES !

le mensuel du NPA 33

ANTICAPITALISTES !

directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 11 € (11 n° auprès des comités)

15 € (11 n° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Sommaire

Internationalisme p. 4 à 6

- Solidarité avec les révolutions arabes !
- Réunion *La révolution ne fait que commencer*
- Contre la guerre et les profiteurs de guerre
- Juppé le va-t-en guerre... déjà embourbé

Nos vies, pas leurs profits p. 6 à 8

- Stop à la casse de l'hôpital public et de la sécu
- Ford, les aventures continuent. Jusqu'à quand ?
- 17 jours de grève à Foresa
- Quand la psychiatrie devient sécuritaire

Sortir du nucléaire p. 9 à 11

- Sortir du nucléaire... et du capitalisme
- Aucun risque dans le Blayais, et pourtant...
- Témoignage d'un ex précaire du nucléaire
- Prévention et gestion du risque ?
- A lire : *La Centrale* - A voir : *Docteur Folamour*

Bilan cantonales p. 12 & 13

- Abstention record, reflet de la crise politique
- Face au FN, une opposition sociale et anticapitaliste
- Bilans de quelques cantons
- Quand le FN aspire « le front républicain »

Elus, politique locale p. 14 & 15

- Budget de Pessac : « coup de frein » social...
 - ... associations et population victimes
- Réunion au Haillan « Water makes money »
- Collectif Jalles Eau Bourde Environnement

Bordeaux pendant la Commune p. 16



Édito

Etat de pourrissement avancé

C'est bien la situation du capitalisme aujourd'hui. **L'état de guerre permanent** décrété depuis 2001 par Bush passe par une nouvelle étape. Le vieux mensonge de la défense de la démocratie, déjà usé en Afghanistan et en Irak, est recyclé par Obama et Sarkozy maintenant en Libye, contre le dictateur Kadhafi, à qui ils vendaient encore des armes il y a peu, on le sait bien en Gironde et dans la région, du côté de chez Dassault et autres (voir p. 5).

Derrière la prétendue défense des insurgés, qui certes ont dû être soulagés lorsque la première offensive des mercenaires de Kadhafi sur Benghazi a été stoppée, il s'agit pour les puissances impérialistes d'intervenir au cœur des révolutions du monde arabe. Elles tentent de reprendre la main face à la révolte des peuples, de faire barrage à l'élargissement de la vague révolutionnaire, avec les bombes, mais aussi par la mise en place de gouvernements de transition.

Plus que jamais, l'urgence est de prendre toutes les initiatives pour faire entendre que cette guerre n'est pas la nôtre (voir p. 4), que notre solidarité va aux peuples en révolte, contre tous ceux qui les oppriment, à commencer par notre propre impérialisme si avide de pétrole.

Pourrissement aussi parce que la crise écologique prend une ampleur jamais atteinte. Le peuple japonais en paie lourdement le prix, avec ses milliers de morts, ses centaines de milliers de sans-abri. Certes les catastrophes naturelles sont difficilement évitables, mais l'ampleur des dégâts s'explique avant tout par l'irresponsabilité des puissants, et en particulier des dirigeants du secteur nucléaire, qui là-bas comme ici (voir p. 9 à 11) sont prêts à sacrifier des milliers de vies et à polluer l'environnement de façon incalculable pour leurs profits immédiats.

Pourrissement encore avec la montée du populisme d'extrême droite, au cœur de l'UMP qui en fait la promotion quasi quotidienne à force de racisme et de stigmatisation des musulmans. Elle le paye d'une crise politique au plus haut sommet de l'Etat, et c'est pour l'instant le Front national qui tire les marrons du feu (voir le bilan des cantonales, p. 12 & 13) profitant du désarroi qui touche encore le mouvement social depuis la défaite sur les retraites.

Nous ne paierons pas leurs crises !

La crise est globale, économique, politique, écologique, sociale. Autour de nous, nombreux sont ceux qui sont révoltés et en même temps désarmés face à la gravité de cette situation. Mais les résistances sont bien là, comme à Ford (p. 7), à Foresa (p. 8), et dans de multiples actions encore éparpillées. Dans le monde arabe, comme dans bien d'autres pays, les révoltes se poursuivent, se construisent.

Plus que jamais, la question est posée de l'unification des résistances, ici comme à l'échelle internationale. Face au pourrissement du capitalisme, l'urgence est bien la lutte pour le socialisme.

www.npa33.org

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

Internationalisme

Contre Kadhafi, Contre la guerre impérialiste, Solidarité avec les révolutions arabes !

Le 1er avril à Bordeaux, une centaine de manifestants ont participé au rassemblement unitaire « contre Kadhafi et contre l'impérialisme », face à la mairie de Juppé, le nouveau ministre de la guerre.

Une réunion unitaire de préparation a eu lieu le 22 avril avec le PCF, le NPA et la GU où nous avons discuté de l'importance de prendre une initiative publique, face à l'union sacrée à droite comme à gauche. Alors que les grandes puissances laissent impunément Israël bombarder Gaza, laissent l'Arabie Saoudite envoyer ses troupes pour mater la contestation au Bahreïn, il est clair que l'intervention militaire de la coalition France - Etats-Unis - Angleterre vise exclusivement à reprendre la main et à contrôler cette région du monde.

Comme nous l'avons écrit dans le tract unitaire, « *Nous sommes fortement opposés à une guerre qui porte en elle les risques d'une escalade contre le peuple libyen, d'une «main basse» sur le pétrole, de la répression des révolutions en cours dans le monde arabe. Jamais des bombardements n'ont permis d'installer la démocratie ou de pacifier un pays.* »

D'autres organisations ont signé l'appel comme la JC, AC! Gironde, le Mouvement Burkinabais des droits de

l'Homme et des Peuples, Alternative Libertaire. Lutte Ouvrière était présent au rassemblement.

Celui-ci est un premier pas très important pour la suite, car il est clair que cette guerre va durer et qu'il est nécessaire de construire sur la ville une opposition publique à cette politique. La logique même de la « zone d'exclusion aérienne » prépare une véritable intervention terrestre, comme le confirme un général de l'OTAN : c'est « bottes

sur le terrain » que les grandes puissances risquent d'intervenir pour mettre en place un gouvernement sous leur contrôle comme cela a été le cas au Kosovo ou en Irak.

A la fin du rassemblement, nous avons confirmé que d'autres initiatives suivront, car cette guerre ne doit pas se faire en notre nom !

Laurent Delage



La révolution ne fait que commencer...

Réunion publique NPA du 25 mars

C'était la deuxième réunion publique organisée par le NPA33 depuis le déclenchement de la vague révolutionnaire au Maghreb et au Proche-Orient. Quatre introductions pour lancer le débat : l'actualité du mouvement dans les divers pays et la nature des révolutions en cours ; la situation en Algérie, présentée par Karim, militant algérien ; l'intervention de la coalition américano-franco-anglaise en Libye et ses implications ; les formes que pourrait prendre notre solidarité...

La discussion qui s'est engagée ensuite a porté sur ce qui était au centre des préoccupations de tous : les bombardements de la coalition en Libye. Pour certains camarades, il n'est pas légitime de s'opposer à cette intervention : elle répond à une demande des insurgés eux-mêmes et était la seule façon d'évi-

ter le bain de sang promis par Kadhafi, qui aurait mis fin au processus révolutionnaire. Autant de légitimes préoccupations auxquelles les proclamations anti-impérialistes ne peuvent suffire à répondre, bien sûr.

Ce qui n'empêche, répondent d'autres camarades, qu'il faut bien prendre la mesure que cette intervention n'est pas un simple épisode mais bien le début d'une offensive des grandes puissances pour reprendre la main, en Libye, mais aussi face aux révolutions dans les autres pays, Tunisie et Égypte en particulier, qui sont frontalières... Et c'est pourquoi notre position ne peut être que : Contre Kadhafi, contre l'intervention impérialiste, solidarité avec les peuples en lutte.

Daniel Minvielle.

Contre la guerre... et les profiteurs de guerre

Ils sont nombreux à se frotter les mains, les actionnaires des industries de l'armement, Dassault, Thalès, Safran, SNPE, Nexter (ex-Giat industrie), EADS, DCN... dont les usines sont nombreuses dans la région (en plus des grands groupes, il y a 250 PME et PMI sous-traitantes, pour un total de 37 000 emplois, soit 11 % de l'effectif industriel de la région). Rien de mieux pour eux qu'une guerre pour écouler les stocks, vendre de nouveaux produits, c'est la meilleure pub pour décrocher des marchés.

Quand l'ennemi est aussi un client... alors là, c'est le summum. Rafale de l'armée française contre quelques vieux Mirages F1 de Kadhafi (fabriqués en partie à Mérignac et Martignas). Quelle que soit l'issue, l'armement aura servi, il faudra en revendre ou le réparer, c'est tout bénéf.

Si un nouveau pouvoir remplace celui de Kadhafi, nul doute qu'il prendra quelques contrats de maintenance comme celui signé en 2006 sous l'égide de MAM et d'Ollier, président du groupe d'amitié franco-lybienne, avec la Sofema (filiale commune de la fine fleur de l'industrie de guerre française)... voire poursuivra la commande des Rafales passée par Kadhafi en 2007 lors de sa réception par Sarkozy... et interrompue depuis. C'étaient près de 300 millions d'euros de commande qui avaient été engagés.

Serge Dassault, marchand avant tout, interrogé le 15 mars, sur la répression en Libye, a d'abord déclaré « *je n'ai pas d'avis, je n'ai pas d'opinion* », avant d'oser « *quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent* ». Dassault ne va quand même pas se fâcher avec un client à qui il envoie des vœux sous forme de panneaux géants dans Tripoli, pour féliciter le « *frère et guide de la Révolution libyenne* » !

Côté armée française, c'est tout bénéf aussi pour les marchands d'armes. Le nouveau missile AASM est utilisé à plein. Fabriqué par Safran avec des poudres de la SNPE (St Médard), il coûte la bagatelle de 350 000 euros l'unité. L'armée en a déjà acheté près de 800 et plus de 2000 sont en commande. Safran espère bien que l'intervention libyenne convaincra le Brésil et l'Inde d'en acheter aussi, ils sont encore un peu hésitants.

précisément, celui des « opérations extérieures », qui seront en augmentation dans le budget 2011, avec près de 900 millions d'euros (plus de 30 000 soldats dans le monde), en plus du budget de la défense qui, certes stagne, mais s'élève à plus de 30 milliards, dont plus de 50 % reviennent aux fournisseurs. Juppé peut se vanter : « *on peut dire qu'on n'a jamais dépensé autant d'argent qu'aujourd'hui pour les équipements des armées* » (Objectif Aquitaine, avril 2011)



Ne parlons pas des pots-de-vin, le journaliste Jean Guisnel, auteur de *Armes de corruption massive* (éd. La Découverte), estime que dans le secteur de l'armement, ils représentent 10 à 20 % de tous les marchés, sous des formes suffisamment diverses pour essayer d'éviter les ennuis judiciaires.

Alors, on sait ce que valent les discours d'économies budgétaires serinés depuis des années pour justifier la réduction des budgets sociaux, la suppression de centaines de milliers d'emplois publics, l'augmentation des prix des services... Il n'y a guère qu'un domaine qui n'est pas limité, c'est celui de la guerre, et plus

L'industrie guerrière est inhérente au capitalisme. Au nom de l'emploi, voire de la souveraineté nationale, une partie des organisations ouvrières l'a trop longtemps défendue, créant une solidarité étrange avec ses patrons et l'État. Dénoncer la guerre impérialiste, c'est aussi dénoncer en amont ceux qui en tirent profits. C'est aussi affirmer la nécessaire reconversion de cette industrie en fonction des besoins de la population.

François Mimmielle

Internationalisme

Juppé le va-t-en guerre... déjà embourbé

Pendant quelques jours, Juppé a montré sur tous les écrans un nouveau masque de sa collection. Après l'arrogant, le meilleur d'entre eux, le droit dans ses bottes, le contrit du Canada, le bon maire dans sa bonne ville de Bordeaux, on a eu droit au diplomate résolu à la guerre... Masque nécessaire sans doute pour faire oublier que pendant des semaines Kadhafi a eu les mains libres pour réprimer, sans qu'aucune aide ne soit apportée aux insurgés pour qu'ils puissent lui résister par eux-mêmes.

A en croire quelques média français, c'est même Juppé et Sarkozy qui auraient pris la tête de la coalition pour défendre les insurgés libyens. Bien vite, les nouveaux La Fayette ont perdu leur masque, se révélant comme les poissons-pilotes de l'impérialisme américain, chargés de lancer les opérations, avant que l'intervention militaire passe sous commandement de l'OTAN.

Le temps quand même pour Juppé d'essayer de convaincre que « le pilotage politique de l'opération, ce n'est pas l'Otan, c'est ce

groupe de contact » (incluant des pays arabes et africains), afin de récuser les soupçons d'ingérence impérialiste. Et il n'a pas manqué de bonnes âmes de gauche pour jouer le jeu, comme Mélenchon en appelant à « l'ONU, rien que l'ONU, toute l'ONU »... Comme si, dans le cadre de l'ONU ou celui de l'OTAN, ou l'un sous le couvert de l'autre, ce n'était pas une intervention impérialiste que Juppé et Sarko fourbissaient.

Après ces tours de passe-passe, Juppé s'est embourbé un peu plus en affirmant qu'il n'y aurait pas d'intervention terrestre et que l'issue serait de « courte durée »... alors que le chef d'Etat-major français déclarait sur France Info qu'il « pensait que les opérations alliées en Libye se prolongeraient pendant des semaines » et « espérait qu'elles ne dureraient pas des mois ». Ce qui a été d'une certaine façon confirmé par le secrétaire à la défense américain Robert Gates, déclarant « il n'y a pas de calendrier concernant la fin de l'opération ».

Depuis, Juppé se fait plus discret.

F.M.

Nos vies, pas leurs profits

Stop à la casse de l'hôpital public et de la Sécu !

Nous étions environ 1000 à Bordeaux à manifester samedi 2 avril, à l'appel de partis politiques, associations et syndicats à la journée nationale de défense de l'hôpital public et au droit à l'accès aux soins pour tous.

Après 30 ans d'attaques, l'accélération des coups avec la loi HPST amplifie encore la dégradation des conditions d'accès aux soins des usagers et des conditions de travail pour les salariés de la santé.

Face à la crise que veulent nous faire payer patrons et gouvernement, le droit à la santé pour tous est une lutte pour une autre répartition des richesses, la lutte contre les suppressions de postes dans la fonction publique, contre les licenciements, l'augmentation des salaires de 300 € pour tous, autant de cotisations

sociales supplémentaires qui pourraient permettre de prendre en charge tous les soins à 100 % pour tous.

Le prochain chantier du gouvernement,

la dépendance des personnes âgées sera le sujet d'une prochaine réunion publique que le comité a fixée au 11 mai.

Isabelle Larroquet



Nos vies, pas leurs profits

Usine Ford Blanquefort

Les aventures continuent. Jusqu'à quand ?

Voici donc un nouvel épisode de la bataille des « ford ». C'est la cinquième saison d'une série sociale longue et inédite qui pourrait s'appeler « *Plus dure la vie* » mais ne nous plaignons pas ! Cela fait plus de quatre ans que la mobilisation dure. A l'époque, nous n'avions pas de menaces directes mais des fortes inquiétudes quant à l'avenir du site. Depuis, les événements, les actions diverses, les retournements de situation, les coups tordus des dirigeants se sont succédés...

Nous sommes toujours « vivants »

L'usine était d'abord promise à la fermeture en avril 2010. Nous sommes douze mois plus tard et nous jouons d'une certaine manière les prolongations. La mobilisation a bien chamboulé les choses. Mais au bout du compte, nous sommes toujours en sursis, toujours très proches de la « fin ». Il faut savoir que la transmission que nous fabriquons, après une grosse perte de vitesse ces dernières années, s'arrête pour de vrai en novembre. Après nous n'avons plus rien à produire.

Ford vient de racheter l'usine après des péripéties multiples, sans décider d'y apporter une grosse activité « structurante ». Ce projet signifierait pour nous un pas vers la pérennité du site et la sauvegarde des emplois. Ce n'est visiblement pas l'objectif de Ford Europe qui ne sait pas trop quoi faire de sa « nouvelle » usine. Alors la multinationale essaie de nous avoir à l'usure et joue la montre comme pour tester notre capacité de résistance. Elle souffle le chaud et le froid comme pour nous déstabiliser, nous affaiblir.

Ford veut se faire passer pour un patron sympa. Ses dirigeants vantent nos compétences, notre sérieux, notre « excellence ». En clair, on accumule les bons points. Cela ne l'empêche pas d'avoir aussi un discours plus classique fait de menaces et de chantages au nom de la crise, du réalisme économique. Du boulot, on peut en avoir mais il y a la concurrence et la compétitivité. Aussi faudra-t-il peut être faire quelques sacrifices. C'est dit à demi-mots mais c'est dit.

Soit ! Mais quelques jours à peine après que Ford Europe ait repris possession du site de Blanquefort, la FMC (Ford monde) annonçait des bénéfices records (6 milliards de dollars), une croissance pour les années qui viennent, 20 nouveaux modèles pour les 3 prochaines années. Coup de bol pour nous, il devenait alors difficile aux dirigeants de maintenir leur discours comme quoi ils ne pouvaient rien nous proposer.

L'issue reste évidemment très incertaine

L'ambiance parmi les collègues est dominée par l'inquiétude et le sentiment de résignation. Ford pensait bien faire passer



ses 336 suppressions d'emplois au « volontariat » sans problème. Raté ! Dès le 4 mars, un noyau de 130 salariés fait grève à l'appel de la CGT et envahit la réunion de négociation. Les media sont là et la direction se montre telle qu'elle est : agressive et méprisante. L'écho est considérable. Cela relance la machine à se battre. L'intersyndicale se reconstitue et organise deux journées d'action : une grève le jour d'une audio conférence avec Ford Europe et un jour de blocage de l'usine en guise de message d'alerte.

En quelques semaines, l'ambiance a changé. La fierté, la joie de riposter, de défendre notre avenir, nos emplois et des conditions de départs meilleures pour les plus de 55 ans, tout cela a refile la pêche. Bien sûr, ce qui est gagné reste fragile et il peut y avoir des retournements rapides.

Nous avons marqué des points importants

La direction locale s'embourbe et se retrouve complètement discréditée. Le PSE contesté par les syndicats, dénoncé par les experts économiques et juridiques, est de fait momentanément suspendu. La direction ne sait plus comment s'en sortir. A nous de profiter de cette situation inédite.

Surtout que Ford vient d'annoncer qu'un gros projet était à l'étude, une nouvelle transmission automatique, chose impossible il y a peu. Un nouveau Comité de Pilotage avec la ministre Lagarde et Ford Europe pourrait avoir lieu courant avril pour... officialiser. Coup tordu ou bonne nouvelle, on verra rapidement. Mais une fois encore, la mobilisation a changé la donne. A suivre...

Philippe Poutou

Pour plus d'infos voir le site www.cgt-ford.com

Nos vies, pas leurs profits

17 jours de grève à FORESA

Entretien avec Gilles Bouey, délégué CGT. Propos recueillis par Monica Casanova.

Comment a démarré la grève ?

FORESA (Ambarès), usine de matières plastiques de base, est classée SEVESO 2 « Seuil haut » du fait des risques de son activité pour la santé des salariés et de la population (par exemple, avec l'utilisation de formol). La situation s'y est aggravée depuis sa reprise par un groupe espagnol.

Tous les ouvriers de production, plus de la moitié des 36 salariés, nous sommes mis en grève totale du 15 au 31 mars, suite à une réorganisation du travail pour réduire les coûts salariaux. Ça aggravait nos conditions de travail, supprimait des emplois et créait des conditions inacceptables d'insécurité. La responsable de l'environnement a fait l'objet d'un entretien préalable à licenciement, ayant refusé la rupture conventionnelle de son contrat dont 6 autres personnes ont été victimes avant elle ; le poste de

contremaître de fabrication a été supprimé, ainsi que la création d'un poste de mécanicien de production.

Nous exigeons aussi le respect des accords signés sur l'intéressement pour 2009-2011, avec un paiement dans les temps légaux, une négociation prolongeant cet accord pour 3 ans, une augmentation de 3 % des salaires de base, l'embauche immédiate de tous les intérimaires à un coéf 190, d'une personne au labo et à la logistique.

Les grévistes, notre CHSCT, le syndicat CGT et l'UL de la Presqu'île avons tout fait, avec l'Inspection du travail, pour négocier avec la direction. La mairie socialiste d'Ambarès a livré tente et repas, et envoyé des fax à la Préfecture. Nous avons assuré un piquet et campé toutes les nuits devant l'entrée, soutenus par des militants, dont ceux de l'Interpro Rive droite. Avec eux, nous sommes allés chercher le soutien y compris financier des syndicats et des communes des alentours. Cela a permis de convoquer une table ronde des élus socialistes qui

nous ont assuré de leur soutien, et une rencontre au Conseil Régional.

Quelles suites envisagez-vous ?

Nous avons dû reprendre, face à l'autisme complet de la direction. Asphyxiés financièrement, nous sommes passés de l'autre côté de la barrière ! Reprise le 1er avril à 6h, où nous sommes incapables de travailler ! Le week end se passera sur site, payé mais sans travail, et lundi nous devrions avoir une cellule psychologique mise en place.

Nous ne reprendrons le travail que lorsque la médecine nous aura donné son aval, et après avoir inspecté point par point tous les organes nécessaires à la remise en service des unités. Nous n'excluons pas de repartir en grève après avoir soufflé un peu. Nous sommes forts de la cohésion de notre groupe de grévistes et de la solidarité de tous nos camarades des alentours. Tout ceci n'est qu'un début, et surtout pas une finalité ! C'est une certitude, soyez en certains...

Loi sécuritaire sur la psychiatrie

« surveiller, contrôler, injecter » plutôt que soigner !

C'est entre les 2 tours des cantonales marquées notamment par la démagogie réactionnaire et populiste du FN reprise par le gouvernement, que la loi sur la psychiatrie a été adoptée en procédure d'urgence. Véritable fuite en avant sécuritaire, cette loi vise à stigmatiser, ficher et enfermer les personnes souffrant de maladies psychiatriques, considérées par Sarkozy comme « potentiellement criminelles ».

Avec une batterie de mesures sécuritaires (garde à vue psychiatrique de 72h, casier psychiatrique, enfermement à domicile pour imposer des « soins », ...), l'Etat réactive la peur ancestrale du « fou », de l'autre. Faute de moyens pour soigner, il s'agit aujourd'hui de réprimer une partie de la population dont le seul crime est d'être malade.

Les 23 000 signataires de l'Appel lancé par le Collectif des 39 contre la nuit sécuritaire (<http://www.collectifpsychiatrie.fr/>): « Réforme de la psychiatrie : une déraison d'Etat », les syndicats de psychiatres, des psychologues, les syndicats de personnels soignants, des associations de psychanalystes, des associations de patients, des associations de familles, le Syn-

dicat de la magistrature, plusieurs centaines de manifestants mardi 15 mars devant l'assemblée, s'organisent pour résister à cette régression.

C'est au tour de la maladie psychiatrique d'être victime du retour de la « barbarie » produite par la crise du capitalisme qui, lui, ne peut être soigné.



Catastrophe de Fukushima Sortir du nucléaire... et du capitalisme

Plus personne n'ose dire qu'il n'y a pas de catastrophe nucléaire à Fukushima, comme l'ont fait pendant plusieurs jours Sarkozy et ses ministres, dont la seule préoccupation était de défendre les marchés du lobby nucléaire français. Puissance qui osait encore affirmer en juin dernier, par la voix de Roussely, président d'honneur d'EDF : « *la seule logique raisonnable ne peut pas être une croissance continue des exigences de sûreté* ! » Et le toutou Sarkozy d'aboyer encore en écho le mois dernier : « *si on est les plus chers, c'est qu'on est les plus sûrs !* ».

Tant que d'autres choix énergétiques n'auront pas été imposés, de telles catastrophes seront inévitables. D'autant que c'est la loi du fric qui prime, là-bas comme ici. L'Etat français aussi s'est engagé dans le développement de cette industrie, entièrement soumise aux profits d'Areva (pilleur de l'uranium nigérien, marchand de centrales, de combustibles et de déchets), d'EDF, et des fabricants d'armes atomiques. A l'heure actuelle, personne ne maîtrise cette production, ni dans les moments graves, ni dans sa gestion quotidienne, avec des déchets dont on ne sait que faire.

C'est bien pour cela qu'il s'agit de sortir de cette situation folle. Il faut remettre à plat toute la production et la consommation d'énergie en s'attaquant aux multinationales de ce secteur, toutes liées intimement aux Etats les plus puissants et à la course effrénée au productivisme. Le NPA affirmait il y a deux ans dans ses Principes fondateurs que « *Seule une société délivrée de la dictature du capital sera en mesure de réconcilier l'être humain et la nature* ». Cette perspective est plus que jamais la seule réponse d'avenir à l'irresponsabilité criminelle du capitalisme.

F.M.



Aucun risque avec la centrale nucléaire du Blayais et pourtant...

Dans un communiqué publié en 1974, EDF rappelait les raisons qui l'avaient conduite à implanter sa future centrale en Haute Gironde. Notamment en avançant cet argument : « *Nous avons une bonne expérience des sites en estuaire. Nous avons une connaissance particulière de l'estuaire de la Gironde qui s'appuie sur les études géologiques, sédimentologiques et courantologiques de l'estuaire, faites par des experts.* »

Dans la nuit du 27 décembre 1999, en Haute Gironde, des vents soufflent en rafales de 180 à 190 km/h. Malgré le fait que la marée soit basse, la puissante et inhabituelle houle sur l'estuaire engendre alors des vagues qui sautent par-dessus la digue de protection. Les installations des réacteurs 1 et 2 sont touchées. Deux circuits de sauvegarde sont hors d'usage, et notamment, à l'intérieur de l'enceinte, le dispositif d'aspersion qui permet de faire baisser la température en cas d'accident.

Plus grave : quelques heures plus tard, la moitié des quatre pompes du circuit de refroidissement (SEC) du réacteur numéro 1 tombent en rade. Ce même circuit qui empêche la fusion du cœur du réacteur, soit l'accident le plus grave qui puisse survenir dans une centrale atomique.

Face à ces graves avaries, la direction du site nucléaire n'a pas tardé à déclencher le plan d'alerte, lequel a par ailleurs parfaitement fonctionné. Les opérations de pompage ont débuté très rapidement, mettant fin à tout risque d'accident majeur. Les dégâts furent cependant considérables. « *Pendant trois semaines, se rappelle un ouvrier de la centrale, on a bossé jour et nuit. Les moteurs du circuit de refroidissement étaient noyés sous 5 mètres d'eau. Des trémies étanches avaient cédé sous la pression de l'eau.* »

La centrale du Blayais a commencé à fonctionner en 1981, elle atteint donc l'âge avancé de 30 ans de fonctionnement, durée prévue à l'origine par EDF. Après 30 ans de chance, il est grand temps de stopper cette centrale.

L'association Tchernoblaye a prévu de longue date un **rassemblement pique-nique devant la centrale nucléaire du Blayais, à midi, le lundi de Pâques 25 avril 2011, pour en demander la fermeture** (à l'occasion de ses 30 ans et des 25 ans de Tchernobyl). L'actualité dramatique de Fukushima donne de fait une dimension nouvelle à ce rassemblement.

Jean-Marie Thonnier

Témoignage d'un ex-travailleur précaire du nucléaire

Entretien avec François Ossorio, camarade du NPA 33, qui travaillait à la centrale de Braud-Saint-Louis juste avant la tempête de 1999.

Comment en es-tu venu à travailler dans le nucléaire ?

L'ANPE de Blaye m'a contacté en 1998 avec d'autres chômeurs ayant des compétences dans la maintenance pour suivre des compléments de formation. Elle a duré plusieurs mois et était financée par des organismes publics et le patronat. L'habilitation nucléaire qui coûte cher nous a été payée et l'examen pour l'obtenir a été quasiment donné. Il fallait renouveler la « chair à rem » (rem : ancienne mesure de radiation) comme on dit dans le métier. A la fin, l'entreprise de BTP, Freyssinet, nous a pris en intérim ou en CDD pour 6 mois sur les centrales.

Que font les sous-traitants ?

Durant les arrêts de tranche (arrêt d'un réacteur pour de la maintenance « préventive »), une multitude d'entreprises sous-traitantes interviennent pour changer, réparer, modifier, contrôler du matériel ou des parties de l'installation des bâtiments d'une centrale qu'ils soient en zone où il y a des radiations ou pas. Je travaillais sur l'entretien du béton. Tout ne peut pas être changé et donc on « colle des rustines » pour que cela dure. Nos chefs et des contrôleurs EDF étaient là pour vérifier le respect des procédures très contraignantes.

Quelles étaient tes conditions de vie ?

Nous sommes des salariés itinérants. Quand une mission est finie on peut te dire d'être à l'autre bout du pays 2 jours après en nous indiquant seulement la centrale, la durée de la mission, l'horaire

de présence et le nom du chef. Tu dois te débrouiller pour te loger. Pour faire des économies, la colocation dans des caravanes ou des gîtes est très fréquente. Même si tu gagnes bien ta vie (15 000 F par mois pour moi en moyenne à l'époque, à peu près 2 300 €), ce n'est pas toujours facile dans ta vie privée.

Quels sont les risques ?

Les principaux risques sont les radiations et la contamination radioactive. Pour éviter la contamination il y a deux vestiaires : un « froid » (ou civil) et un « chaud » (ou de travail). Il y a une procédure très stricte de déshabillage et des contrôles quand on passe de l'un à l'autre. Pour limiter la quantité de radiation qui peut traverser notre corps (20 millisieverts par an maxi tolérée), il y a une gestion collective du risque. Le chef mesure le risque de la zone de travail, aménage des murets de plomb si nécessaires (filtre partiel des radiations), organise le travail en fonction des radiations que chacun a pris avant. Le but : éviter d'être hors des chantiers en zone (« au vert ») trop longtemps. Il y a deux systèmes de mesure individuels des radiations : le dosifilm (mesure mensuelle) et le dosimètre (mesure immédiate notée quotidiennement). La conséquence sur la santé peut être très grave, si le taux de radiation pris est trop important ou s'il y a une contamination interne avérée, mais elle est aussi financière. Plus le risque est grand plus on gagne sous forme de prime. C'est le salaire de la peur.

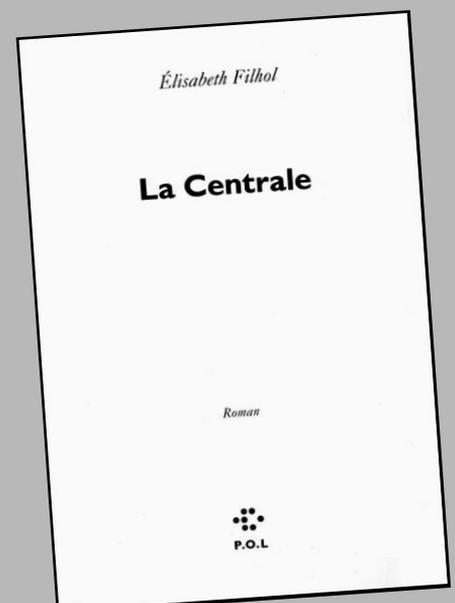
Pourquoi as-tu arrêté de travailler dans les centrales ?

Déjà les plus anciens dénonçaient le fait que sur le même lieu d'année en année le taux de radiation augmentait. Jusqu'à quand ces centrales seraient-elles maintenues en fonctionnement ? C'est la tempête de 1999 sur la cen-

trale du Blayais et la communication d'EDF sur ses conséquences qui m'ont convaincu. J'ai fini mon CDD le 24 décembre 1999 à la centrale. Le 27, un raz de marée l'inondait. Je traitais les infiltrations d'eau dans le béton de la station de pompage qui permet de refroidir le réacteur. Mes collègues qui ont continué m'ont raconté qu'il y avait des mètres d'eau dans les sous-sols, de la boue et des débris d'arbres un peu partout. La direction d'EDF a minimisé les conséquences de la tempête et osé dire que la population n'avait pas d'inquiétude à avoir. Si la tempête avait été plus forte et plus longue, comment intervenir et évacuer les gens alors que les routes étaient coupées ?

Je conseille de lire le roman *La centrale* d'Elisabeth Filhol chez P.O.L qui relate la vie des précaires en 2010 dans les centrales. Hélas rien n'a changé.

à lire : un extrait



à voir

Docteur Folamour, ou comment j'ai appris à aimer la bombe et à ne plus m'en faire de Stanley Kubrick (1964)

Alors que la guerre froide battait son plein et que, USA d'un côté, URSS de l'autre empilaient les unes sur les autres armes nucléaires et contre-mesures, Stanley Kubrick renvoyait les belligérants dos-à-dos dans leur escalade démente. L'histoire commence ainsi : « Le général Jack Ripper, convaincu que les Russes ont décidé d'empoisonner l'eau potable des États-Unis, lance sur l'URSS une offensive de bombardiers B-52 en ayant pris soin d'isoler la base aérienne de Burpelson du reste du monde. »... La folie paranoïaque d'un officier va déclencher un enchaînement d'événements que personne n'est en mesure d'arrêter, mais dont la logique est totalement inscrite dans les choix politiques, scientifiques et militaires pris par les deux grandes puissances.

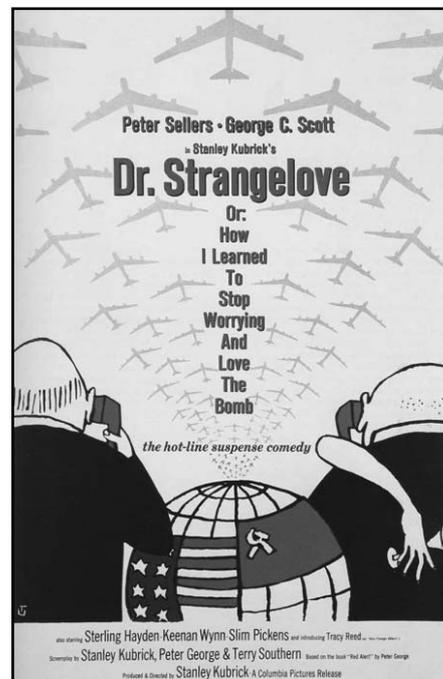
Moment de détente garanti, le film de Kubrick, bourré d'humour grinçant, met en lumière de façon décapante l'absurdité de l'escalade nucléaire militaire, mais

aussi, et c'est tout aussi inquiétant, comment cette absurdité conduit à la folie les hommes qui en assument les décisions (chefs d'Etat, officiers supérieurs...) ou en exécutent les basses œuvres (scientifiques, pilotes de bombardiers...).

La catastrophe nucléaire militaire que Kubrick nous prédisait en 1964 n'a pas eu lieu, du moins pour l'instant... Mais aujourd'hui, alors que les populations du Japon, après celles de Tchernobyl il y a –djà !– 25 ans sont en train de payer le prix fort d'une politique du nucléaire civil tout aussi irresponsable que celle du nucléaire militaire, voir ou revoir *Docteur Folamour* est une activité salutaire !

D. M.

Le film est disponible en DVD ; il est aussi téléchargeable en VOD (30 jours, 3,99 euros)



du roman *La Centrale*

Devant les grilles, en cas de coup dur, il y a une solidarité des syndicats qui filtrent et passent au tract, un par un, chacun des deux mille salariés qui entrent, dont la moitié seulement a le statut EDF d'agent. Les autres, comme moi, ne sont là que pour les trois à cinq semaines que dure un arrêt de tranche, maintenance du réacteur et rechargement en combustible, de mars à octobre les chantiers se succèdent à travers la France et les hommes se déplacent d'un site à l'autre, tous salariés des sociétés prestataires. Tous solidaires donc, parce que dans des circonstances pareilles on n'a pas d'autre choix. Et les riverains ? Eux qui ne travaillent pas sur le site mais ont légitimité à se sentir concernés par ce qui s'y passe ?

Ce qu'on lit dans les journaux et ce qu'en pensent les gens, c'est que trois décès par suicide à quelques mois d'intervalle, trois techniciens employés à la centrale, quoi qu'en dise la direction, sur le poids de la vie, et qu'on ne peut quand même pas charger la centrale de ce poids-là, alors que rien ne prouve que l'un ou l'autre, époux et père de famille, ait rencontré des problèmes dans sa vie privée, en posant néanmoins la question, et de ce fait en jetant déjà le doute, et de ce doute il restera toujours quelque chose, ce qu'en pensent les gens, sur la loi des séries, c'est qu'il y a en l'occurrence bien peu de hasard et trop de dysfonctionnements, malaise des hommes, et sonnettes d'alarme qui ont été tirées en vain.

Prévention et gestion du risque ?

Quels hypocrites que ceux qui ont trouvé « indécent » qu'on puisse discuter du nucléaire alors que le peuple japonais souffre ! Malgré tout le débat s'impose, fait son chemin, et chaque question soulevée fait apparaître davantage l'absence de transparence et d'informations fiables.

Ainsi, *Sud-Ouest*, après avoir publié de nombreux papiers pour expliquer que les riverains de la centrale de Braud-et-Saint-Louis, dans le blayais « n'ont pas peur »... a quand même révélé, le 18 mars, sans être démenti depuis, qu'aucun dispositif d'information et d'intervention n'est prévu pour la population de Gironde... alors que plus d'un million de personnes vivent à moins de 45 km de la centrale ! Le seul plan d'intervention prévu par la Préfecture en cas d'incident grave concernerait les 23 000 personnes habitant dans un rayon de 10 km.

On savait que le « principe de précaution » consiste à s'autoriser n'importe quoi à condition de faire attention... C'est confirmé par M. Lacoste, président de l'Autorité française de sûreté nucléaire (ASN) qui vient d'expliquer qu'« en France, nous n'avons pas étudié le cumul d'un tremblement de terre et d'une inondation. Il y a à l'évidence des problèmes nouveaux à se poser. » Un de plus à rajouter à la liste déjà longue des irresponsables au pouvoir.

F. M.

Cantoniales, une abstention record, reflet d'une crise politique qui s'accroît

Comme il était prévisible, les élections cantonales de mars 2011 ont été avant tout marquées par une abstention record. Près de 56 % nationalement, 57,59 % en Gironde et jusqu'à 66 % d'abstention sur certains cantons populaires comme ceux de Floirac ou de Bordeaux-2. Ces élections ne pouvaient que paraître à mille lieux des préoccupations de tous ceux qui font face aux conséquences désastreuses des politiques d'austérité mises en œuvre par le gouvernement et pour qui la gauche institutionnelle ne représente pas plus une perspective de changement réel.

Aussi cette abstention massive est avant tout l'expression d'une défiance, d'une rupture d'une large fraction de la population vis-à-vis des grands partis institutionnels de droite comme de gauche. En premier lieu du parti au pouvoir, car ceux qui se sont déplacés pour aller voter ont lourdement sanctionné l'UMP qui nationalement avec moins de 17 % est largement devancée par le Parti socialiste (25 %) et talonnée par le Front national (près de 15 %).

Bilan cantonales Bordeaux 2

Sur le canton de Bordeaux 2, notre liste Unitaire FASE, GU, NPA, SPCF, PG, Rouges-Vifs, a réalisé 5,69 % et sur la cité du grand parc 8,3 %. Si certains étaient déçus du score, l'ensemble des camarades des différentes organisations a tiré un bilan plutôt positif de cette campagne, très active, qui nous a permis de renforcer nos liens militants.

Contrairement à ce qui a été annoncé sur Sud Ouest et par les directions départementales du PC et du PG, notre consigne de vote au 2^{ème} tour était : « *n'étant pas propriétaires de nos voix, c'est à Michèle Delannay de convaincre les électeurs* ». Localement l'ensemble de la liste a respecté ce qui était le socle de l'accord. Notre communiqué n'est d'ailleurs pas paru sur Sud Ouest, les limites de la démocratie sans doute... Nous nous sommes à quelques uns donnés les moyens de le diffuser au marché du Grand Parc, ce qui a eu pour conséquence d'énervier les militants du PS et sa chef de file...

L'objectif des militants est maintenant de poursuivre notre implantation sur le canton, d'y intervenir politiquement ensemble, en construisant un « comité populaire unitaire ».

A suivre...

Mais si le parti socialiste profite de ce vote sanctionné contre la droite, il subit aussi les conséquences de ce désaveu. Ainsi en Gironde malgré des scores parfois de plus de 50 %, pas moins de 6 candidats socialistes ont été contraints à un second tour face au Front National, parce que la barre des 25 % d'électeurs inscrits n'étaient pas atteintes.

Car c'est bien le Front national qui a le plus profité de cette abstention record.

Quant au Front de gauche, il a été utile au PCF pour enrayer son déclin, il obtient 113 élus (2 en Gironde) contre 108 en 2004... pas de quoi pavoiser comme le fait Mélenchon.

Le NPA qui présentait des candidats dans un peu moins de 200 cantons sur un total d'environ 2 000 renouvelables obtient des résultats inégaux. En Gironde, nous étions présents dans 6 cantons, dans une configuration unitaire sur Talence (8,61 %) et Bordeaux-2 (5,69 %), et seuls sur 4 cantons où nous n'obtenons que de faibles résultats, entre 1,85% et 3,09 %.

Bruno Bajou

Rive droite (Cenon-Floirac) profond désaveu par la population des partis de pouvoir

Le fait marquant de ces cantoniales 2011 est d'abord une abstention record (65,34% à Floirac) et le maintien du FN au 2^{ème} tour dans un nombre important de communes, dont Cenon et Floirac. Ce second tour PS-FN a créé la surprise sur la rive droite où d'habitude, les candidats du PS passent facilement dès le premier tour. La présence et le renforcement du FN au 2^{ème} tour (il est passé à Cenon au 1^{er} tour de 14,87 % à 19,5 %), sans avoir mené campagne, s'inscrit dans le contexte de crise économique dont les conséquences sont dévastatrices dans les quartiers populaires de la rive droite. L'abstention a atteint des chiffres record (à Cenon, elle est passée de 37 % en 2004 à 61,4 en 2011). Ces résultats expriment un grand désarroi face à la crise, à ses conséquences et un profond désaveu de la politique des partis de pouvoir, l'UMP au gouvernement et le PS, incapable de proposer une autre politique pour répondre aux besoins de la population. Pour notre part, nous n'oublions pas que la politique de la gauche libérale au pouvoir a, elle aussi, renforcé l'extrême-droite. Les résultats des candidats du NPA restent faibles (2,52 % à Floirac et 1,85 % à Cenon). Ils éclairent les difficultés de notre parti à assurer sa visibilité et sa présence localement, à rendre compréhensible et crédible sa politique. A nous d'imaginer, au quotidien, les moyens de redonner aux gens le courage de la lutte politique.

Face au FN, l'urgence de construire une opposition sociale et anticapitaliste

Au 1^{er} tour, le FN a pu se maintenir dans 6 cantons en Gironde. Dans le Médoc, où il récupère l'électorat de CPNT, Colombier fait 27 % des voix. A Libourne, la candidate FN, cousine de Ségolène Royal, fait 20,9 % des voix. A Cenon comme à Carbon Blanc, où le PS fait plus de 50 % au 1^{er} tour, le second tour a lieu car ni Madrelle, ni David ne totalisent les 25 % d'inscrits requis. Sans vraiment faire campagne, le FN a profité de l'abstention (57,59 % en Gironde) et aussi de l'effondrement de la droite qui n'osait même pas mettre en avant l'étiquette UMP de ses candidats !

Le FN fait moins de voix qu'en 2004 par exemple, mais il se présentait dans moins de cantons. En fait, il semble surtout récupérer l'électorat que Sarkozy lui avait siphonné ces dernières années, ce qui lui permet de prendre l'initiative politique.

Entre les deux tours, Sarkozy a fait des appels du pied vis-à-vis de l'électorat du FN, en particulier en appelant à voter « *ni pour le Front National, ni pour la gauche* » avec des versions variables puisque la crise a vite éclaté à droite, entre Fillon, Juppé ou Borloo qui tentent de se différencier pour échapper au naufrage.

Parallèlement, Guéant s'est chargé de lancer ses déclarations xénophobes, sur la « *croisade* » en Libye, ou encore sur les usagers du service public qui n'ont pas à « manifester une quelconque préférence religieuse » ! Au final, c'est le FN qui en a profité en augmentant ses scores au second tour de plus de 10 %, comme à Pauillac où il fait 40,18 % ou à Libourne avec 36,31 %.

Face au FN, notre politique est tout autre que celle du PS appelant à un « front républicain ». C'est bien la république des riches qui fait le lit du racisme et de l'extrême droite. Face à cette réaction, il s'agit bien de rassembler toutes les forces du mouvement social voulant s'opposer à la division, à la xénophobie, sur le terrain de la lutte et de la solidarité pour défendre nos intérêts communs, et de défendre une perspective anticapitaliste remettant en cause les racines même du problème : le gouvernement et les classes dominantes qui nous font payer durement leur crise.

Laurent Delage

A Pessac,

les cantonales ont été l'occasion de défendre largement nos idées sur le canton (qui recouvre la moitié de la commune), en particulier dans la citée populaire de Saïge Formanoir. Nous avons obtenu 3,09 % sur le canton (5 % et 5,5 % dans les bureaux de Saïge) mais le chiffre le plus frappant est celui de l'abstention : 64 % en moyenne et 70 % à Saïge. Parmi les autres candidats, celui du POI a eu 1,75 % et le PCF (FdG) 6,3 %. Fait notable, le FN ne présentait pas de candidat.

A chaque étape, les idées dominantes sont les idées de la classe dominante - Karl Marx

Démasquons les !

« *Le FN aspire le "Front Républicain" »*

C'est le titre d'un article de *La Charente libre*, publié le 29 mars. Un article parmi beaucoup d'autres rappelant que la percée du Front National aux dernières élections a quelque peu perturbé le jeu électoral dans lequel prospèrent les partis institutionnels. Fallait-il ou pas dresser une « digue » de protection de « la République » contre l'extrême-droite ? Telle était la polémique qui occupa un temps l'espace médiatique entre les deux tours. Evidemment, aucun commentateur n'a cru bon d'interroger ce que recouvrait concrètement cette curieuse expression de « front républicain » ? Pour eux, le débat se résumait au fait de savoir si le FN est un parti fréquentable ou non, surtout pas de quoi cette République est censée être porteuse. Pourtant, de gauche à droite, un consensus s'est exprimé largement. Tous sur le pont ! Pour défendre... rien de moins qu'une idée du vouloir-vivre ensemble, nourrie de symboles et de principes biséculaires. L'idée d'une société unie et fraternelle, garante de l'intérêt général, où les classes sociales, miraculeusement guéries de leurs antagonismes, seraient fondues dans « le peuple » éternel. Telle est la vieille fable républicaine tant de fois récitée, occultant au passage tous les faits d'armes constitutifs de ce régime bourgeois. Comme si la République était figée dans son essence, anhistorique, évoluant au-dessus des classes et des partis, capable de nous réconcilier tous, patrons et salariés, dans un projet commun, projet que le FN voudrait justement anéantir.

Balayés les clivages politiques ! Du Front de gauche à une bonne partie de l'UMP, tous sont censés parler le même langage... et finalement protéger les mêmes institutions, celles-là même qui sacralisent les libertés d'entreprendre et de licencier ! Nos fervents républicains oublient seulement qu'on ne peut vraiment combattre le FN et les idées racistes que par la lutte politique, lutte contre les conditions sociales qui les font prospérer : l'exploitation, la crise, la misère, bref les dégâts quotidiens du capitalisme. Combat de longue haleine contre ce système économique et les institutions qui le préservent ; combat qui impose pour commencer d'en finir avec... une certaine idée de la République.

Patrick Chandon

Elus, politique locale

Budget municipal de Pessac : « coup de frein » social

Alors que le budget 2010 s'est clos avec un excédent de 1,275 million d'euros, le conseil municipal du 31 mars a adopté le budget primitif 2011 avec une hausse des taux d'imposition de 1,9 %. Ajouté à la revalorisation annuelle faite par l'Etat, ces impôts vont augmenter au total de 4 %, et cela pour la deuxième année consécutive ! Par ailleurs, alors que Pessac était jusque là une ville peu endettée, le budget prévoit 9 millions d'emprunts, dont les intérêts grèveront un peu plus les poches de la population... Nous avons voté contre.

Au total, le budget 2011 est de 72 millions d'euros, en hausse de 9,3 %. Pour quoi faire ? Plein d'investissements pour une ville « solidaire » a expliqué le maire. Mais passé les discours, ce qui est clair, c'est que la part revenant aux couches populaires et aux salariés baisse ! Ainsi les subventions au CCAS et aux associations stagnent, de même que les dépenses de personnel (ce que l'adjoint aux finances a appelé mettre un « coup de frein »). Les budgets sociaux vont ainsi baisser vu l'inflation alors que les besoins explosent, que les prix flambent, que les revenus baissent et que la population n'a aucun moyen de faire prendre en compte ses priorités.

Chacun a parlé dans ce conseil de la « crise démocratique » qu'a mis en évidence le dernier scrutin (64 % d'abstention sur

le canton, 70 % sur la cité de Saige), mais apporter de premières réponses à cette crise imposerait d'associer à l'élaboration et aux décisions du budget ceux qui devront l'assumer : la population, les salariés. Rien de tel dans les orientations de la

Associations et population victimes

Exemple des conséquences de la politique de l'Etat et des pouvoirs locaux, le comité de Pessac de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT) vient de perdre le financement d'un poste d'animateur qui bénéficiait du dispositif « Adulte-relai » pris en charge par l'Etat. Ce financement se terminant le 31 mars, c'est depuis le mois de juin dernier que l'association a alerté le maire, le député, le conseil général et la région pour trouver les 20 000 € permettant de pérenniser l'activité militante qui est la leur dans les quartiers de la ville, en particulier à Saige.

Face au silence, 60 adultes accompagnés d'enfants se sont rassemblés devant la mairie le 16 mars pour dire leur incompréhension et leur révolte, en présence des seuls élus NPA... Au conseil, répondant à notre intervention, le maire a informé qu'il venait... d'écrire au Préfet et à la Région et s'est dit confiant pour trouver une solution... 9 mois après avoir été alerté et alors que le contrat prenait fin le jour même !

majorité municipale PS-EELV-PCF qui a revendiqué le budget sans aucune fausse note. A tel point que les élus UMP se sont payé le luxe d'appeler à plus de social ! Une démagogie qui ne fait que souligner la politique de la majorité locale.

Isabelle Ufferte, Gérard Barthélémy, élus NPA

Cestas et environs

Création du Collectif Jalles Eau Bourde

Suite à l'appel pour la création d'un Collectif écologique sur Cestas et les communes environnantes, une 1ère réunion s'est tenue le 3 mars à Gazinet.

Les participants venaient de Cestas, Canéjan, Gradignan, Léognan et Saint Magne (une habitante de Saint Jean d'Illac était excusée). Parmi ces participants, des militants de Landes de Gascogne Environnement, Comité de Vigilance Civique et Ecologique de Cestas, Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO Gironde)... Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Les principaux problèmes qui touchent Cestas et les communes environnantes ont été abordés :

Epanchage de «composts» non normés classés comme déchets

La plateforme SEDE «Environnement» (filiale de Veolia),

domaine du Pot au Pin, à Cestas, élabore des «composts» non normés classés comme déchets : une visite devra être programmée.

Implantation d'un Centre de Stockage de Déchets Ultimes (CSDU)

Nous sommes contre les «gros» centres de stockage, gérés par des multinationales, et qui sont donc des aspirateurs à déchets, plus on fait venir de déchets, plus on gagne de fric. Nous sommes pour les «petits» centres de stockage, gérés par le service public, et pourquoi pas un de ces centres sur le secteur, voire sur la commune de Cestas mais à un endroit bien étudié, conforme au Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de Gironde (notamment les prescriptions hydrogéologiques), et avec concertation de la population, concertation totalement absente jusqu'à présent !

Le Haillan

« Water makes money... »

La question de la délégation des services publics au privé, au sens large du terme, est à l'ordre du jour de l'actualité (chargée).

Que ce soit pour l'eau, pour l'électricité (augmentations énormes exigées par les prestataires privés), les cantines scolaires, salles de spectacle et bien sûr... le nucléaire (dont on voit l'aboutissement dramatique avec le gestionnaire privé Tepco). C'est une chose que de râler périodiquement à chaque mauvais coup comme pour l'électricité actuellement. C'est à une toute autre démarche d'analyse du « pourquoi » et d'engagement concret que le comité NPA du Haillan vous convie !

La réunion unitaire du 25 février au Haillan sur l'eau a été en quelque sorte une entrée en matière pour l'excellent film dif-



fusé sur Arte le 22 mars (« **Water makes money : comment les multinationales transforment l'eau en argent** »). Cette question de l'eau est en effet exemplaire. « *Les géants français (Veolia et Suez) encaissent des bénéfices monstrueux* » « *La Lyonnaise des eaux avait ponctionné 238 millions d'euros de la poche des usagers de Bordeaux* » (« *Sud-Ouest* » 20-03-11). Parmi les « techniques » des prestataires privés : on facture des compteurs d'eau ayant une douzaine d'années de vie alors que ces derniers durent deux fois plus longtemps (Bordeaux) ; versement d'un droit d'entrée aux collectivités concédantes. Cela permettrait à des élus peu scrupuleux (mais relativement nombreux) d'investir sur la commune sans augmenter les impôts locaux, ceux-ci étant transférés sur le paiement de l'eau par les contribuables avec des intérêts énormes (Toulouse, Montpellier...). Cela aboutit dans certains cas également à des détournements de fonds à usage... personnel. L'intervention courageuse de militants comme Patrick Dufau de Lamothe, l'intervenant de la réunion du Haillan, et dont l'action sur Bordeaux et Toulouse était longuement évoquée sur le film d'Arte, a notamment permis d'interdire cette dernière magouille.

Enrichir des actionnaires sur le dos des plus démunis est inacceptable, on peut tourner la chose comme on veut. La gestion privée touche également au développement durable. Le secteur public comme à Munich se permet des investissements sur le long terme qui sont hors de portée du privé. L'utilisation du chlore dans l'eau n'est obligatoire que dans le cadre d'une gestion privée. Il leur est nécessaire de stériliser l'eau de façon à ce qu'elle reste salubre vu leur gestion limite des réseaux au jour le jour. A l'opposé, une gestion publique à long terme peut permettre d'avoir des réseaux assainis et donc de distribuer de l'eau non chlorée. Rappelons que ce dernier produit favorise à terme l'apparition de cancers...

Toutes les collectivités ayant choisi la gestion publique de l'eau ont vu la facture des usagers baisser en même temps que la qualité du service augmentait ! Que dire de plus... Dans ce contexte les élus, notamment de gauche, qui vont avoir à se prononcer au niveau de la CUB vont tout simplement montrer à la population « de quel bord » ils se situent concrètement au delà des discours parfois trompeurs... Tous les citoyens doivent se mobiliser sur cette question cruciale comme nous le faisons au sein du Comité citoyen unitaire du Haillan (NPA, PCF, PG, les Verts, citoyens...)

Serge G (26-03-11)

Environnement

Centrales photovoltaïques

Les projets de centrales photovoltaïques de Cestas impacteront au total 320 hectares consacrés jusqu'à présent à l'agriculture, à la forêt, aux lieux-dits Cop-pinger et Lande de Constantin. Solution alternative que nous allons défendre : intégrer les capteurs aux toitures des bâtiments industriels, commerciaux, et/ou publics, ou autres projets de type « ombrières » de parking, dans le but de sauvegarder au maximum zones agricoles et forêts, leur biodiversité, leur intérêt climatique et socio-économique.

Constatant que la population n'est pas consultée, n'est même pas informée, sur les problèmes évoqués lors de cette 1ère réunion, notre Collectif a jugé prioritaire l'organisation d'une réunion d'information.

Jean-Marie Thonnier

Il y a 140 ans... Bordeaux pendant la commune de Paris

Du 18 mars au 28 mai 1871, pour la première fois dans l'Histoire, la classe des opprimés, des ouvriers et du petit peuple, a exercé directement le pouvoir, sans le remettre à une autre classe : c'était la Commune de Paris. Pendant deux mois, la Commune a dû faire face à tous les problèmes : ravitaillement, organisation de la production, défense de la ville face aux armées prussiennes qui l'assiégeaient et à l'armée républicaine de Versailles qui voulait reprendre le pouvoir. La Commune de Paris a osé des mesures sociales et démocratiques jamais vues alors : suspension des loyers, interdiction du travail de nuit, éviction de la religion des écoles, destruction de la colonne de Vendôme symbole du colonialisme... pour n'en citer que quelques unes. Cette audace extraordinaire s'est achevée dans une répression atroce, la semaine sanglante, menée par le gouvernement républicain de Thiers.

Nous voulons revenir ici sur la situation à Bordeaux qui éclaire les difficultés de l'extension de la révolution de Paris vers le reste du pays.

Etat des lieux

A Bordeaux, ville enrichie par le commerce colonial et esclavagiste, la bourgeoisie repue n'a pas vraiment pris le tournant de la révolution industrielle. Elle ne modernise pas son port et laisse même s'effondrer en partie l'industrie des chantiers navals. La seule classe ouvrière qui se développe est celle du bâtiment et de la domesticité au service des classes riches. Le prolétariat moderne y est disséminé dans de petites entreprises, puisque dans la population active on compte 26 % d'ouvriers d'industrie... et 18 % de patrons ! Le compagnonnage domine encore, même si quelques syndicats de classe se développent. Comme l'explique alors le procureur général de Bordeaux, sans doute avait-il lu Marx, « on ne connaît pas, entre les bourgeois et le peuple de Bordeaux, cet antagonisme de classes, qui fait d'ailleurs l'un des caractères les plus saillants des populations industrielles ».

Sur le plan politique, un républicanisme libéral et très modéré domine. Tant que Napoléon III régnait, la bourgeoisie bordelaise faisait avec. Depuis sa chute en septembre 1870, elle soutient le gouvernement républicain provisoire.

Une solidarité bien réelle

A ce moment là, Paul Lafargue, socialiste révolutionnaire et gendre de Marx, était cantonné à Bordeaux, militant pour développer la section de la 1^{ère} Association internationale des travailleurs (AIT). La section, comme les républicains radicaux, contribuent largement à informer jour après jour la population afin de renforcer la solidarité avec la Commune. Lafargue a bien compris que sans une extension de la Commune aux autres villes, le peuple de Paris sera écrasé, comme en 1848.

La difficulté pour ces révolutionnaires sera double : d'abord, le prolétariat est encore faible, atomisé, peu organisé ; ensuite, le maire, le préfet, les officiers, adoptent un discours d'apaisement, pour capter la sympathie pro-communale, notamment à travers le patriotisme antiprusien, tout en dénonçant ses excès communistes, et ils condamnent aussi les manœuvres de Thiers conduisant à la guerre civile. Et dans le même temps, leur police arrête les militants les plus radicaux.

Quand quelques centaines, peut-être mille, jeunes et travailleurs, essaient vers le 15 avril de proclamer à leur tour une Commune et de marcher sur l'hôtel de ville, ils sont trop peu nombreux pour résister à une troupe qui n'est pas convaincue de mettre « crosse en l'air ». Après trois jours d'affrontements épars et de nombreuses arrestations, le 19 avril, le procureur général peut écrire « la journée est bonne... tout est ajourné ». A ce moment, les tentatives plus avancées de communes à Lyon, Toulouse et Marseille ont déjà échoué aussi.

Quand un mois après, la répression frappe les Communards, la population est terrorisée, révoltée mais impuissante. La section de l'AIT est sans doute la seule à avoir pleinement compris et partagé le combat des communards, elle était d'ailleurs la cible principale de la police, mais ses forces peu nombreuses ont simplement pu commencer à construire l'indépendance politique des travailleurs, en les détachant du républicanisme. C'était déjà un grand pas en avant.

François Minvielle

A lire

- Tout est à nous, la revue : 140 ans de la Commune, à l'assaut du ciel (n° spécial, mars 2011, 4)
 - Bordeaux et la Commune, Jacques Girault (ed Fanlac, 2009)
 - La Guerre civile en France, 1871, la Commune de Paris, Karl Marx (www.marxists.org/francais/ait/index.htm#ait_commune)
 - La Commune de 1871, C. Talès (1921, réédité par Spartacus, 2008)
 - Histoire de la Commune de Paris de 1871, Prosper-Olivier Lissagaray (1876, réédité par La Découverte, 2005)
- De nombreux autres ouvrages sont cités dans le dossier de Tout est à nous.

